

LA CRITIQUE DU NUMÉRIQUE PAR LES « TRAVAILLEURS DU MILIEU »

Identité collective et mobilisation par projet
au sein de la communauté « Onestla.tech »

Clément MABI
Irénée RÉGNAULD

Dans les secteurs liés à l'innovation technologique, et particulièrement au numérique, force est de constater que les travailleurs se mobilisent peu pour défendre leurs droits. Dans beaucoup de structures, qu'il s'agisse de start-up ou de grosses entreprises comme Amazon, les syndicats sont le plus souvent absents pour porter d'éventuelles revendications et potentiellement faire le lien avec le mouvement social. Il en résulte une forme de manque apparent de recul critique chez les salariés assimilés à un monde de « la tech » trop souvent présenté comme une réalité lisse et uniforme, déconnectés des problématiques liées à leurs conditions de travail.

Pourtant, cette réalité se fissure et le social et ses problèmes reprennent leurs droits. On voit ainsi émerger une critique du numérique « par le bas » qui dénonce les conditions de travail des travailleurs de la « *gig economy* », qu'il s'agisse des petites mains de l'intelligence artificielle, des livreurs de plateformes de type « Foodtech » ou encore des chauffeurs VTC. Par des conflits sociaux de plus en plus médiatisés, ces travailleurs des plateformes s'organisent progressivement pour demander une meilleure reconnaissance de leurs droits. Des recherches en science de gestion, en sociologie et en économie s'intéressent à ces mouvements qui tentent de réinventer le salariat – voire le travail – en contexte de capitalisme numérique (Abdelnour et Bernard, 2019). Elles constatent que l'économie des plateformes propose une rationalisation des tâches qui entraîne un détournement de la valeur économique produite par les travailleurs au profit de ceux qui possèdent les infrastructures computationnelles, notamment les algorithmes de mise en relation pour rapprocher l'offre et la demande (Casilli, 2019 ; Méda, 2019). Cette organisation du travail contourne les régulations et place les salariés dans des statuts précaires comme l'auto-entrepreneuriat susceptibles de créer de nouveaux registres de conflits sociaux (Beuscart et Flichy, 2018 ; Lejeune, 2018).

Venu des États-Unis, le mouvement du « *tech lash* » rend compte d'une autre forme de critique de ces modèles de l'économie numérique et parfois des conditions de travail des salariés de la « *gig economy* ». Ainsi, des cadres de grands groupes nord-américains dénoncent le manque d'éthique dans les activités de leurs entreprises (contrats avec l'armée, pratiques déloyales vis-à-vis

des utilisateurs) et le manque d'équité vis-à-vis des travailleurs (discriminations, écarts de salaires, conditions de travail). Cette critique « par le haut » prend notamment la forme de lettres ouvertes et de remises en cause publique des entreprises, de leurs dirigeants, et illustre la fin de la bienveillance et de la fascination dont faisaient l'objet les grandes sociétés du numérique (Weiss-Blatt, 2021). Ce « retour de bâton » repose également sur la dénonciation de leur contribution au « capitalisme de surveillance » bien décrit par Shoshana Zuboff (2019) et publicise la désillusion des acteurs directement impliqués en insistant sur le fait que ces groupes sont des entreprises « comme les autres », qui peuvent être critiqués avec des outils théoriques existants.

Cependant, ces deux entrées critiques tendent à invisibiliser une partie des salariés de « la tech », ceux qui ne sont ni les « petites mains » des plateformes ni les hauts cadres dirigeants. Cette catégorie, des « travailleurs du milieu » rassemble les développeurs, les designers, les chefs de projets, les « agilistes » et toutes ces fonctions qui contribuent à façonner la réalité du numérique en entreprise. *A priori* protégées par des situations sociales plutôt favorables, ces catégories de travailleurs se sont pour le moment assez peu exprimées sur les sujets sociétaux liés aux conséquences de leurs activités. Ce constat rend d'autant plus remarquable l'émergence en France du mouvement « Onestla.tech » qui a publié un *Appel des travailleuses et travailleurs du numérique pour une autre réforme des retraites* à l'hiver 2019. Sur son site, le collectif nous apprend qu'« au cours du week-end du 6 et 7 décembre 2019, plus d'une centaine d'actrices et d'acteurs du numérique se sont organisés, et se sont mis d'accord pour publier cet appel. Ce texte appelle les travailleuses et travailleurs du numérique à se mobiliser pour dire non à la réforme des retraites du gouvernement et pour proposer une alternative : réduire le temps de travail en mettant la technologie au service du bien commun »¹. Une rapide analyse des signataires de l'appel (qui sont aujourd'hui plus de 2000²) nous montre que celui-ci semble avoir rencontré l'intérêt de travailleurs issus de cette classe moyenne de la tech, de ces « salariés du milieu ». Le motif de l'appel à mobilisation – à la fois contre la réforme des retraites en cours et pour la proposition d'un autre projet de société – laisse entrevoir une dimension critique dans cette prise de position publique. Cette critique ne se centre pas sur un problème, mais tente d'embrasser plus largement le malaise que

1. <https://onestla.tech/page/a-propos/> (consulté le 10/12/2021).

2. En France, le nombre d'emplois attribués aux services informatiques était de 370 000 en 2016 (INSEE). La faiblesse apparente du nombre de signataires de l'appel reste cependant relative dans un secteur qui se mobilise traditionnellement assez peu sur les questions sociales.

connaissent les acteurs du numérique et invite à esquisser des pistes pour faire évoluer la trajectoire sociale du secteur.

Comprendre la structuration de cette critique constitue le point de départ de notre enquête. Nous avons tenté de caractériser la mobilisation en cours pour mieux comprendre qui étaient ses membres, la manière dont ils se sont constitués en collectif et les ressorts de leur discours sur la technologie. Le pari est qu'en suivant l'émergence du collectif, il est possible de donner de l'épaisseur sociale à cette catégorie un peu floue, et facilement rattachée en France à la « *startup nation* », tout en rendant compte de l'émergence publique de cette « critique du milieu » et de la problématisation particulière du monde de « la tech » qui en découle. Pour y parvenir, nous proposons de suivre ce mouvement, né en ligne, qui articule des formes d'engagements dites « expressivistes » (Allard et Vandenberghe, 2003 ; Monnoyer-Smith, 2011) ancrées dans la culture du numérique – à l'instar de la création d'émoticônes ou de banderoles pour des sites web – avec une volonté de s'inscrire dans le mouvement social de manière plus traditionnelle. Les modes d'action traditionnels, notamment syndicaux, prônant le rapport de force et la transformation sociale par la lutte, sont-ils opérants chez cette catégorie de travailleurs ?

Notre positionnement théorique à la croisée des sciences de l'information et de la communication et de la sociologie des mobilisations nous invite à porter une attention particulière aux discours des acteurs et à la manière dont ils structurent des régimes de vérité particuliers qui orientent l'engagement des publics. Cette approche s'inscrit dans le prolongement des travaux sur les mobilisations en ligne qui montrent que le numérique – particulièrement internet et les réseaux sociaux numériques – est à la fois le support de mobilisations aux ressorts idéologiques hétérogènes (Turner, 2012 ; Tufekci, 2019 ; Cardon, 2019) et un objet d'engagement pour des communautés qui souhaitent le transformer (Bellon, 2014). Les technologies sont alors conçues et utilisées de manière à équiper différentes visions de l'engagement citoyen et du fonctionnement démocratique (Mabi, 2021).

Sur le plan méthodologique, nous avons assisté à des réunions du collectif et réalisé une série d'observations sur le serveur Discord de la communauté (n=4) pour connaître son fonctionnement interne. Les prises de position publiques et médiatiques des membres : interviews publiques, tribunes, podcasts (n=19) ont été analysées, ainsi que les publications réalisées depuis le compte Twitter d'Onestla.tech. Nous avons mené des entretiens avec les acteurs à l'initiative de la mobilisation (n=3) pour connaître leurs intentions, retracer sa genèse. En

octobre 2021 nous avons mené des entretiens complémentaires pour mieux connaître l'actualité du collectif et ses orientations à venir (n=2). Enfin, nous avons fait circuler un questionnaire à destination des membres du collectif (n=250). L'enquête a été réalisée sur plusieurs mois entre décembre 2019 et mai 2020, afin de s'immerger dans le mouvement et être en capacité de rendre compte de son évolution. Nous avons convenu qu'en retour nous partagerions la connaissance produite avec eux afin de leur permettre de « mieux se connaître ».

LA MOBILISATION COLLECTIVE POUR SORTIR DU TROUBLE INDIVIDUEL

À l'origine du trouble : l'absence de mobilisation organisée chez les travailleurs de la tech

L'hiver 2019 est marqué en France par un contexte social tendu. Le Gouvernement d'Édouard Philippe porte une réforme des retraites fortement contestée. Les oppositions et les manifestations se multiplient. C'est dans ce cadre que commence à circuler sur les réseaux sociaux un appel à destination des travailleurs de la tech. Ce type d'appel est inhabituel dans des secteurs qui se mobilisent généralement peu. Lors de nos entretiens avec trois des initiateurs du mouvement, nous sommes revenus sur la genèse de cette mobilisation afin de mieux cerner la manière dont les acteurs problématisent et publicisent le « trouble » et l'émotion qui les poussent à l'engagement et au lancement du mouvement, dans une dynamique d'enquête collective susceptible de politiser leur expérience (Dewey, 1927). Ces trois acteurs ont joué un rôle majeur dans le lancement de la mobilisation et dans la structuration du collectif. Ils sont également restés actifs dans l'animation quotidienne de la communauté. Leurs profils professionnels illustrent bien la diversité des métiers de la catégorie des « travailleurs du milieu » : l'un est à l'origine développeuse informatique, à présent contractuel de la fonction publique dans le domaine de l'écoconception. Les deux autres travaillent en coopérative, ils sont respectivement développeur informatique et agiliste spécialisée dans la conduite de projets numériques complexes. Deux d'entre eux ne disposent pas d'expérience militante de type syndicale, le troisième est proche des milieux libertaires. Tous partagent néanmoins une vision militante de leur activité professionnelle (de par le choix de la forme coopérative, le type de projets dans lesquels ils s'engagent, ou encore la participation publique aux grands débats à propos des questions sociales qui agitent le numérique, notamment sur les

réseaux sociaux, dans des podcasts ou lors de tables rondes). Ces différentes formes d'engagement liées à des questions sociales, économiques et écologiques peuvent contribuer à expliquer qu'ils se soient saisis de la mobilisation contre la réforme des retraites comme point de départ à leur action. Leur engagement dans le monde du logiciel libre les inscrit dans des formes de sociabilité particulièrement développées au sein de leurs communautés. En effet, l'organisation générale du travail et de la contribution dans le monde du libre implique des liens très denses entre les membres pour parvenir à produire ensemble par-delà les divergences idéologiques qui peuvent être profondes (Demazière *et al.*, 2009). Nos trois enquêtés sont donc des figures reconnues de leur milieu, en capacité de mobiliser rapidement autour d'eux, ce qui a contribué à la croissance rapide du collectif.

Notre première enquêtée a une trentaine d'années, elle travaille en tant que « facilitatrice agiliste ». Après des études en psychologie, elle se spécialise dans les ressources humaines et le recrutement. Cette expérience lui donne un regard critique sur le fonctionnement de l'industrie du numérique et la pousse à s'engager dans un projet coopératif dans le domaine du « numérique responsable », qui l'inscrit en marge des modèles dominants de l'économie du numérique. Elle est très investie dans la communauté technique « Symfony », technologie Open Source de développement. Sans avoir d'expérience véritablement militante sur le plan politique, elle a une expérience associative importante, ayant été vice-présidente d'une structure œuvrant dans le vivre-ensemble et le dialogue interconvictionnel. Aussi, elle a été amenée pendant plusieurs années à intervenir dans des lycées à des fins de sensibilisation, et à organiser des groupes locaux.

Le trouble qu'elle exprime est relatif au sentiment d'un manque de représentation de son secteur d'activité dans le mouvement social :

« La genèse est venue, je pense du vide corporatiste qui a été ressenti au moment de la réforme des retraites et des mouvements des gilets jaunes, et vraiment le point d'orgue de tout ça sur la réforme des retraites. Le vide ressenti sur le manque de représentation du secteur du numérique dans les luttes sociales. Le sentiment d'isolement qu'on avait tous en se disant on n'est pas d'accord avec cette réforme-là, on sent qu'il y a un manque de justice sociale. »

Lors de notre échange, elle a également pointé le fait que ce malaise était partagé par certains salariés du secteur et qu'il pouvait être un moteur de leur mobilisation dans le mouvement « Onestla.tech » :

« Ce vide-là a créé une envie de se serrer les coudes, de se fédérer, de donner une voix aux gens qui travaillent dans le numérique mais qui ne sont pas la startup nation. C'est XXX qui a lancé une conversation sur Twitter, une dizaine, un week-end, en disant « je suis pas bien j'ai envie d'écrire un truc mais j'ai pas envie de l'écrire tout seul, est-ce que vous pouvez m'aider à participer à la rédaction du premier papier, l'appel initial. »

Ainsi, le mouvement des retraites joue un rôle de déclencheur pour lancer une dynamique collective et s'associer au mouvement social en tant qu'ensemble de groupes professionnels appartenant au monde du numérique :

« Parce qu'on avait envie de descendre dans la rue et on ne savait pas avec qui. C'est une question très concrète, on avait envie d'aller manifester, et de se sentir pas tout seul. Moi, je suis dans la gestion de projet, je travaille avec des post-its et des tableaux, je fais de la facilitation agile, donc qu'est-ce que je fais ? Je descends avec mes post-its ? Je suis toute seule avec mes deux potes de ma coopérative. Y'avait plein d'enjeux, par exemple le climat, on avait nos places dans les manifs, mais sur la réforme des retraites, la tech doit descendre dans la rue et dire "on n'est pas d'accord". »

Ce besoin de se rassembler et de retrouver d'autres personnes qui partagent les mêmes valeurs est également pointé par notre enquêté 2. Jeune, il est développeur, architecte en système d'information. Tout comme la première enquêtée, il travaille dans une coopérative et est très investi dans la communauté du libre, notamment autour de Symfony. Il a un profil militant et libertaire, il a longtemps été membre du syndicat CNT et reste proche de ces milieux qui l'ont sensibilisé à l'organisation collective pour la reconnaissance d'un statut et la défense des droits des travailleurs. Dans l'entretien, il revient lui aussi sur la genèse du mouvement et insiste sur l'importance des discussions sur les réseaux sociaux pour que des membres de la communauté partagent leur expérience, et leur volonté de voir plus de mobilisation politique dans le milieu de l'informatique.

« Donc les développeurs échangent beaucoup, beaucoup d'idées et de références, et donc le soir de la première mobilisation, première grosse journée de mobilisation, il y a eu des discussions assez animées sur les réseaux sociaux avec des développeurs assez connus. On a beaucoup discuté de la réforme des retraites et de la manière dont on pouvait participer à la mobilisation. Et là, on s'est rendu compte qu'il y avait énormément de gens qui avaient participé au mouvement, qui avaient fait grève donc on s'est réunis avec quelques développeurs qui étaient dans la même boîte ou proches. »

Le troisième enquêté a un profil différent. Développeur, âgé de quarante ans, il n'a pas d'expérience militante préalable. Après être passé par plusieurs start-up et avoir monté une coopérative, il a rejoint le service public comme contractuel à la Direction interministérielle du numérique (DINUM) en tant que chargé de mission numérique et responsable pour mesurer et réduire l'empreinte environnementale du numérique. Son parcours, ingénieur par le CNAM après une formation universitaire, l'a rendu sensible aux différentes visions du numérique, au-delà des grands groupes et des startups. Il anime un podcast sur les enjeux de société associés aux technologies numériques. Il rejoint le mouvement à l'invitation de l'enquêté 2, avec qui il est déjà en contact. Dans l'échange, il revient lui aussi sur le rôle fédérateur du collectif qui a réuni des acteurs qui ne souhaitent plus cacher leur engagement et montrer leur volonté de prendre part au mouvement social : « on est là », on donne à voir la technologie dans sa diversité afin de prouver qu'elle aussi peut s'engager.

L'action collective et dialogique pour accélérer la construction d'une identité collective pour des travailleurs de la tech

À partir de cette situation problématique, un premier collectif a entrepris de produire un texte de manière à formaliser le trouble et le transformer en problème qui puisse être décrit, expliqué, interprété, évalué, et si possible régulé ou résolu (Dewey 1927 ; Céfai, 2016). Durant le week-end des 6 et 7 décembre 2019, un premier cercle va donc se constituer pour rédiger un premier texte qui sera l'occasion pour ces acteurs de passer à l'acte, de se mettre d'accord en trouvant une formulation publique pour qualifier le malaise ressenti. Plusieurs versions vont se succéder. Des outils traditionnellement utilisés pour écrire collectivement du code, à l'image de Github, sont utilisés. Cet outil de *social coding* permet à la fois de modifier le code et de discuter sur « l'esprit du code », usage parfois détourné par des communautés pour la production collective de textes plus politiques (Bouté et Mabi, 2021).

Ce travail d'écriture collaborative permet de dépasser la dynamique individuelle et d'enclencher une démarche collective de représentation. Pour autant, « Onestla.tech » ne cherche pas à devenir un syndicat des travailleurs de « la tech », comme nous l'explique la première enquêtée qui insiste sur le décalage entre leur démarche et le positionnement traditionnel des syndicats :

« Et du coup c'était un positionnement qui était un peu différent, une dimension potentiellement de réflexion qui n'était pas forcément celle du syndicat

qui a vraiment vocation à défendre le salarié, et puis effectivement il y a le côté mouvement syndical qui s'essouffle et je pense que notre génération, parce qu'on est un peu plus jeunes que certaines corporations, puisque voilà il y a un boom du numérique qui fait qu'il y a beaucoup plus de monde entre 20 et 40 ans que au-dessus quoi. On n'a pas le réflexe syndical en fait. »

Lorsque l'enquêté 2 revient sur les objectifs principaux du mouvement, il insiste sur cette mission de conscientisation des travailleurs « du milieu », qui ne sont ni les hauts cadres des entreprises, ni les travailleurs du bout de la chaîne à l'image des chauffeurs ou des livreurs :

« On encourage les gens à se syndiquer et on ne va pas demander à nos membres de choisir avec les différentes organisations syndicales et nous. C'est vraiment une autre approche qui est complémentaire, et par exemple les actions que les gens voudraient plutôt mener avec nous, c'est faire plutôt du lobbying au sein des travailleurs du numérique. Tu vois en gros les développeurs il faut les approcher en leur disant "tu vois, si tu travailles chez Uber, est-ce que c'est une bonne idée ? Parce que tu peux travailler au même salaire à peu près partout avec un impact un peu moins négatif. Quand tu développes l'algorithme qui va changer le prix des courses, est-ce que tu as conscience de l'impact que ça va avoir sur les chauffeurs ?" »

Dans leurs discours, l'objectif affiché est principalement, et de manière complémentaire avec le travail de défense des salariés, d'ouvrir un espace de réflexivité et de prise de conscience de l'existence d'un groupe de travailleurs « du milieu » dans l'économie du numérique et la production de technologies en France. « Onestla.tech » se situerait donc à côté de l'action syndicale, comme une ressource pour contribuer à la prise de conscience de l'existence d'une identité collective des travailleurs du numérique et d'intérêts partagés à défendre. Cette posture permet à ses membres de porter un discours critique sur les syndicats – souvent jugés inadaptés à l'économie du numérique – sans se désolidariser de leur action.

Plus qu'une ambition syndicale, l'objectif du mouvement semble de se placer dans une logique d'affirmation de l'existence d'un groupe à travers l'action collective. En ouvrant une dynamique de porte-parolat d'une catégorie socio-professionnelle, la structuration du collectif contribue à sa construction identitaire, lui permet de gagner en reconnaissance auprès de membres potentiels et de personnes extérieures à ce groupe. « Onestla.tech » devient alors le mode d'existence même des « travailleurs du milieu » qui explicite ce qu'ils sont, ce à quoi ils aspirent à travers leurs mobilisations et la production

d'un discours collectif. Cette approche identitaire, déjà bien identifiée dans la littérature sur les mobilisations collectives dans le champ des mouvements sociaux (Hassenteufel, 1991) explique en partie le cadrage très large du texte qui balaye de nombreux enjeux pour la communauté.

LA CONSTRUCTION D'UN « PROBLÈME » ET D'UN RÉCIT GÉNÉRAL AUTOUR DE LA CRITIQUE « DU NUMÉRIQUE ET DE SON MONDE »

Progressivement, « Onestla.tech » structure un discours qui fonctionne comme une sorte de diagnostic partagé, capable de formaliser le trouble ressenti et de l'inscrire dans une critique plus large et plus structurée sur la place de l'économie du numérique dans la société. Cette critique vient former un récit général qui donne un cadre à la mobilisation autour duquel se reconnaissent ses membres. Nous avons identifié deux axes principaux à ce récit.

Le mouvement de l'anti-startup nation ?

Le premier axe est celui de la critique du modèle dominant, représenté par la « startup nation ». Empruntée aux auteurs israéliens Dan Senor et Saul Singer et à leur ouvrage intitulé *The Startup Nation: the Story of Israel's Economic Miracle* (Senor et Singor, 2009), l'expression est popularisée par le président Emmanuel Macron lors de l'édition 2017 du salon VivaTech à Paris. Progressivement, elle va devenir une formule pour désigner une société en hypercroissance, qui valorise le modèle de la réussite entrepreneuriale et d'innovation technologique permanente³. La « startup nation » renvoie également à un nouveau type de gouvernance semblable aux modes de management – plus ou moins avérés – des start-up (« agile », adaptable et capable de « pivoter » rapidement) ou, comme l'énonce le président Emmanuel Macron lors de son discours : « une startup nation, c'est un État qui travaille pour et avec les start-up, mais aussi qui pense et bouge comme une start-up »⁴.

3. Nabli B. (2018), « La “start-up nation” de Macron ou la poursuite du modèle néo-libéral », *Le Magazine littéraire*, <https://www.nouveau-magazine-litteraire.com/idees/start-up-nation-macron-poursuite-meme-modele-neo-liberal>.

4. Voir le discours à Vivatech : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/06/15/discours-du-president-de-la-republique-au-salon-vivatech-201> (consulté le 10/12/2021) et l'ouvrage de Algan Y. et Cazenave T. (2017), *L'État en mode start-up*, Paris, Eyrolles, préfacé par E. Macron.

La réussite des entrepreneurs et les valeurs associées comme le courage, le dynamisme et l'audace deviennent le modèle pour la société.

Par extension, la formule désigne également les travailleurs des entreprises du numérique, qui se voient associés à cette vision conquérante de l'entrepreneuriat. Il ressort de nos entretiens que les fondateurs du collectif « Onestla.tech » souhaitent s'opposer à ce profil caricatural qui, à défaut d'alternative, domine. Cette opposition est fortement marquée dans l'appel à la grève du 17 décembre 2019 publié sur leur site internet. Le texte revient point par point sur les différentes modalités de la réforme, critique son caractère inégalitaire et individualiste, puis propose d'y opposer la solidarité de la mobilisation, comme l'illustre cet extrait :

« Trop longtemps, les acteurs du numérique opposés au gouvernement se sont tus. Trop longtemps, ils ont été assimilés à la Startup Nation, mais l'appel "Onestla.tech" a prouvé le contraire. En quelques jours plus d'un millier de signatures a été recueilli. Nous avons un rôle à jouer et notre ambition se doit d'être plus grande que ce que le Président et son gouvernement destinent à notre société. »

Les enquêtés expliquent également souhaiter aller à l'encontre de l'idée que les travailleurs de la tech seraient – du fait du confort de leurs situations personnelles et de leurs salaires relativement élevés – individualistes, insensibles et peu concernés par les questions de justice sociale. Ainsi, lorsque l'enquêtee 1 revient sur les origines du mouvement, elle explique ne pas vouloir être associée à la « startup nation » et à ses privilèges, notamment financiers, et plus spécifiquement les investissements accordés par l'État : « *La startup nation toute brillante qui est mise en avant et qui récupère des milliards de l'exécutif, on n'était pas d'accord pour être associés à ça.* »

Lorsqu'on lui demande ce qui soude le collectif, l'enquêté 3 avance également le refus d'être assimilé à la « startup nation ». Il insiste à son tour sur le fait que malgré leurs situations confortables, et bien que les travailleurs de la tech ne fassent pas partie des populations à qui la réforme nuirait en priorité, ils restent doublement concernés par le projet de loi et opposés à la « startup nation ». D'abord parce qu'ils ont autour d'eux, qu'il s'agisse du cercle familial ou du réseau d'amis, des personnes touchées par la réforme. Ensuite parce que leur position de concepteurs des outils numériques leur donne une responsabilité dans la construction d'un certain modèle de société.

Le compte Twitter du mouvement illustre bien cet affrontement entre ces deux façons de percevoir l'innovation et d'interroger -ou non- ses implications politiques. Créé en décembre 2019, il rassemble aujourd'hui environ deux mille personnes mais, pratique assez rare pour être remarquée, ne suit qu'un seul compte : celui de la French Tech, qui rassemble les acteurs de « l'«écosystème de #startups» en France et à l'étranger ». Un choix qui n'est pas sans rappeler celui du lanceur d'alerte Edward Snowden qui, fort de ses 4,6 millions d'abonnés, ne suit pourtant qu'un seul compte : celui de la National Security Agency (NSA). Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de signifier que ceux qui dominent sont eux aussi scrutés (non pas surveillés mais « sous-veillés ») par des contre-pouvoirs citoyens. C'est par exemple à partir de ce même compte Twitter que le 20 mars 2021, « Onestla.tech » ironise sur l'inefficacité de la nouvelle attestation de déplacement dérogatoire proposée par le gouvernement, et disponible uniquement en format PDF, dans un Tweet on peut lire : « *Le gouvernement de la "startup nation" n'a même pas été capable de mettre à jour son site web à temps pour le démarrage de ses mesures aussi inutiles que liberticides... #confinement3 #amateurs #AttestationLaPlusBête DuMonde*⁵. »

Une volonté d'organiser la convergence des luttes et d'élargir la critique

En plus d'une critique de la « startup nation » et de la réforme des retraites, le discours de « Onestla.tech » aborde différentes problématiques sociétales, de manière à inscrire la mobilisation dans un contexte plus large. Cette dynamique élargie structure une grille de lecture qui explicite les raisons pour lesquelles les travailleurs du numérique seraient susceptibles d'entrer dans le mouvement social. L'analyse de ce premier appel illustre cette volonté. Ainsi, le texte évoque l'écart grandissant entre les plus pauvres et les plus riches en France et dans le monde (Bernard Arnault y est cité deux fois) et le fait que ces inégalités s'intersectent avec des questions de genre. Le manque de prise en considération des impacts environnementaux du secteur est également mentionné, et un lien dans le texte pointe vers une étude de Green IT, un collectif qui étudie le coût environnemental du numérique depuis 2004. Les questions relatives aux problèmes liés à la standardisation du travail (chez Uber, Deliveroo ou Amazon) sont également évoquées :

5. Tweet du 20 mars 2021, <https://twitter.com/onestlatech/status/1373183929038090244> (consulté le 14 décembre 2021)

« À l'opposé de la standardisation du travail qui impose aux humains de s'adapter au rythme infernal des machines (courses Uber, livraisons Deliveroo, chargement des camions dans les entrepôts Amazon et autres tournées de distribution de colis guidées par des algorithmes), l'automatisation doit servir à le réhumaniser, à permettre aux travailleuses et aux travailleurs de regagner en autonomie, en initiative et en maîtrise de leur outil de production. »

La diversité des problématiques abordées permet à différents types de public de s'y retrouver et de s'inclure au mouvement, presque indépendamment de leurs obédiences idéologiques, potentiellement très variées chez les travailleurs du numérique. Le cadrage de l'appel de « Onestla.tech » est conçu pour séduire au-delà des divergences politiques et agit comme un « attrape-tout » susceptible d'intéresser les travailleurs sensibilisés aux questions d'injustice sociale, de climat ou de surveillance numérique.

Un autre point de référence essentiel pour élargir le cadrage est la proximité affichée avec le mouvement des Gilets jaunes, présenté comme un élément déclencheur de « Onestla.tech ». Le nom « Onestla.tech » en est d'ailleurs directement inspiré, le « on est là » faisant référence au chant entonné dans les mouvements sociaux et popularisé en 2018 lors du mouvement des Gilets jaunes. À la rentrée suivante, le 15 octobre 2020, un nouvel appel intitulé « *Parce qu'une autre tech est possible, organisons-nous !* » est lancé⁶. Il a pour but de relancer le mouvement après plusieurs mois de crise sanitaire. Cette fois, la référence aux Gilets jaunes est directe :

« Il y a plus d'un an, plus de 2 000 personnes ont signé l'appel des travailleuses et travailleurs du numérique pour une autre réforme des retraites. Cette lutte s'est inscrite dans la lignée directe de la révolte des Gilets jaunes qui a secoué la France pendant plus 1 an pour réclamer plus de justice sociale. »

Le positionnement critique par rapport aux technologies a également été construit de manière à être le plus inclusif possible. Alors qu'une première version du texte avançait l'idée que la technologie était avant un outil de libération, les suivantes sont plus critiques, tant sur le versant économique qu'environnemental. Cependant, les auteurs conviennent du fait que la technologie

6. Depuis sa création, le collectif a publié 8 textes se positionnant sur des enjeux numériques et société comme la surveillance ou la mobilisation de travailleurs proches du mouvement. Nous avons particulièrement analysé ce texte du 15 octobre 2020 dans la mesure où il a pour objectif de relancer le mouvement après plusieurs mois d'existence.

peut, dans l'absolu, être redirigée vers de meilleures finalités. Ce registre critique distingue ainsi le collectif de groupes technocritiques historiques tels que *Pièce et main-d'œuvre* ou encore *Technologos* dont les discours sont beaucoup plus radicaux à l'égard de ce que peut ou non l'automatisation (Laurent, 2010). À certains égards, le texte du collectif semble plutôt se rapprocher du courant de pensée accélérationniste, qui propose de dépasser le capitalisme par le progrès technologique⁷. Dans l'appel de « Onestla.tech », on peut en effet lire dès la première phrase l'idée qu'« une autre tech est possible » :

« L'automatisation peut être une chance pour l'humanité : elle permet de déléguer aux machines toujours plus de tâches fastidieuses, ingrates, complexes, ennuyeuses ou non épanouissantes. Les progrès fulgurants effectués au cours des dernières décennies dans les domaines de l'électronique, de l'informatique, des réseaux et de l'intelligence artificielle permettent tous les jours un peu plus de s'affranchir du travail. »

La suite du texte avance que la technologie peut être l'occasion de libérer du temps de travail et d'ouvrir la voie à une société plus heureuse, une thèse qui de nouveau, positionne « onestla.tech » dans une technocritique douce, en phase avec la possibilité d'un « alternumérisme », critiqué par les groupes précités, pour qui une utilisation non aliénante du numérique n'est pas possible (Laiñae et Alep, 2020).

De manière à sensibiliser les travailleurs à cette possibilité de réorienter leur activité en se tournant vers des structures coopératives ou des associations, le collectif s'oriente vers des activités permettant de sensibiliser tant le grand public que les travailleurs de la tech aux enjeux sociaux et environnementaux des technologies. Outre l'idée de « think tank » évoquée par l'enquêtée 1, lorsqu'on demande à l'enquêté 3 quel sera l'objet de l'association qui est en cours de création afin de donner une forme juridique au mouvement, il mentionne l'idée de se diriger vers de l'éducation populaire :

« En fait, ça serait sur un modèle un peu hybride, quoi. À la fois de l'éducation populaire, parce qu'en fait ça s'est enrichi, parce qu'il y a eu des nouveaux. Il y a eu un peu des historiques, je fais partie des historiques qui sont moins actifs actuellement, voilà. C'est pas pour me dédouaner, hein. Les plus récents qui sont arrivés il y a quelques mois et quelques semaines sont très actifs, ça

7. Alex Williams et Nick Srnicek, « Manifeste accélérationniste », <https://www.cairn.info/revue-multitudes-2014-2-page-23.htm> (consulté le 14 décembre 2021).

permet de donner un peu de respiration au mouvement, ils ont proposé de faire de l'éducation populaire, ou des formations, de faire un peu de lobbying... »

À cet effet, les directions que pourraient prendre le collectif sont proches de celles empruntées par des groupes analogues dans d'autres sphères professionnelles à l'image de la Fédération des ingénieurs engagés⁸, un groupe créé en 2017 et visant à repenser la place de l'ingénieur dans la société, au contact des problématiques sociales et environnementales, ou encore à l'initiative « Vous n'êtes pas seuls »⁹, plus embryonnaire, mais affichant l'ambition de passer à l'offensive écologique depuis sa position professionnelle. Dans la même veine, le projet collaboratif « Shift Your job »¹⁰, monté par les bénévoles du think tank The Shift Project recense les entreprises vertueuses du point de vue climatique afin de faciliter d'éventuelles reconversions. On peut également penser au collectif « des infiltrés »¹¹ qui rassemble sur un blog des témoignages anonymes de cadres supérieurs et de hauts fonctionnaires opposés à la politique menée par le gouvernement. Ces derniers se sont également exprimés contre la réforme des retraites et dénoncent globalement « la startup nation » et son monde. « Onestla.tech » participe donc de ce foisonnement d'initiatives qui, sur un nuancier critique ample, souhaitent mobiliser ou réunir des catégories de travailleurs ou de futurs travailleurs (étudiants, ingénieurs, cadres) en quête de sens et désireux d'interroger leurs pratiques professionnelles voire de changer de métier. Sa spécificité est de le faire dans un domaine professionnel particulier, peu habitué aux mobilisations et aux logiques de représentation.

L'ÉMERGENCE DES PUBLICS ET LES INCERTITUDES SUR LE POSITIONNEMENT STRATÉGIQUE

Un discours qui agrège rapidement une communauté de « travailleurs du milieu » aux profils homogènes

L'appel « Onestla.tech » réunit en quelques jours une communauté de plusieurs milliers d'individus. Au quotidien, l'activité du collectif s'organise principalement autour du forum Discord. Les plus investis dans l'animation

8. <https://ingenieurs-engages.org/> (consulté le 10/12/2021).

9. <https://vous-netes-pas-seuls.org/> (consulté le 10/12/2021).

10. <https://shiftyourjob.org/> (consulté le 10/12/2021).

11. <https://infiltrés.fr/> (consulté le 10/12/2021).

en assurent la modération. On y retrouve les caractéristiques principales du fonctionnement des communautés en ligne (Akrich et Méadel, 2009 ; Carbou, 2015). Des discussions générales sont ouvertes pour favoriser l'échange collectif (« Agora », « Annonces », « Gouvernance et structure ») alors que différents projets en cours et thématiques spécifiques bénéficient d'un fil dédié. Des réunions générales mensuelles sont organisées à l'aide des salons vocaux de Discord. Elles réunissent un nombre variable de participants : de plusieurs centaines pour la réunion de rentrée à quelques dizaines lorsqu'il n'y a pas de sujet particulier à l'ordre du jour.

Notre enquête montre que la communauté qui se forme partage – au moins partiellement – une homogénéité sociale et idéologique, contribuant à structurer une grille de lecture partagée de la problématique posée par l'appel. Grâce à la diffusion d'un questionnaire dans la communauté, nous avons d'abord tenté de comprendre les logiques de diffusion et de viralité de l'appel, avant de récolter des éléments pour identifier le profil des participants au collectif, afin de mieux saisir qui sont les « travailleurs du milieu ». Ce questionnaire a été diffusé à tous les signataires de l'appel dont les comptes sur les réseaux sociaux, Twitter et LinkedIn principalement, permettent l'envoi de messages personnels. Le collectif l'a également relayé à deux reprises sur son compte Twitter et posté sur le forum Discord. Enfin, un appel à le remplir a été lancé à l'issue de certaines réunions du collectif par ses animateurs.

Les résultats du questionnaire confirment les éléments recueillis en entretiens : si la plus grande partie des répondants déclarent avoir découvert l'appel dans leur fil d'actualité sur les réseaux sociaux (64 %), le deuxième vecteur de publication vient des relais de « personnes influentes de la communauté tech » (14 %), avant « les collègues » (11 %). Conformément aux dynamiques bien connues sur les réseaux sociaux, le texte s'est diffusé de proche en proche : 63 % des personnes interrogées disent l'avoir relayé sur les réseaux sociaux, et 52 % des répondants signalent que des personnes de leur entourage proche participent également au mouvement. Au-delà des réseaux de proximité, l'appel est largement relayé sur *Twitter* par des personnalités connues – chercheurs ou militants – du monde de la tech. Stéphane Bortzmeyer, informaticien et auteur¹², Benjamin Bayart, cofondateur de l'association La Quadrature

12. Bortzmeyer S., *Cyberstructure*, Paris, C&F Éditions, 2018.

du Net¹³ ou le sociologue Antonio Casilli spécialiste des mutations du travail en contexte numérique, signent l'appel.

À l'étude des profils des participants au collectif « Onestla.tech », on constate que le texte semble bien avoir circulé dans une sorte de bulle homogène. Ainsi, plusieurs caractéristiques sont partagées. Tout d'abord du point de vue des métiers exercés : si nous retrouvons bien une variété d'activités allant de la chefferie de projet à l'UX/UI (ergonomes, designers), en passant par les fonctions marketing, 80 % des répondants disent appartenir à des fonctions techniques (développeurs, DevOps intégrateurs, architectes, etc.). On retrouve également, conformément à la répartition genrée du milieu, une majorité d'hommes (90 %), salariés pour 73 % d'entre eux ; 20 % sont indépendants et 5 % chefs d'entreprises. Le profil type du participant au collectif est donc un développeur salarié, déjà membre d'une ou plusieurs associations (57 %), ayant décroché un diplôme à Bac+5 ou plus (62 %) et intéressé par les formes d'organisation du travail coopératives (58 %). Très sensibilisé aux questions politiques (74 %), il signe régulièrement des pétitions en ligne (66 %) et participe déjà à des mobilisations politiques (82 % disent qu'ils seraient allés manifester contre la réforme des retraites même s'ils n'avaient pas eu connaissance de l'appel « Onestla.tech »). Notons également que 15 % des participants à « Onestla.tech », déclarent être syndiqués (contre 8,4 % en moyenne dans le secteur privé¹⁴) et 7 % membres d'un parti politique (contre 2 % parmi la population en âge de voter), ce qui dénote un intérêt prononcé pour la chose publique chez les répondants. Parmi les profils accessibles publiquement depuis la page des signataires de l'appel, on retrouve ainsi Bastien, ingénieur logiciel dans une grande ESN, diplômé en génie logiciel et Systèmes informatiques en 2019, ou encore Arthur, Consultant IT, dans une ESN également, et titulaire d'un master en ingénierie de l'Université de Technologie de Troyes, précédemment actif dans le bureau des étudiants et ayant effectué une année d'étude dans une université canadienne, ou encore Cyril, développeur indépendant Fullstack depuis 15 ans en Nouvelle-Aquitaine, après une licence puis un bachelor en informatique.

Par-delà ces profils, les participants au collectif partagent certains constats critiques à propos du milieu de la tech lui-même. Les « travailleurs du milieu » sont 94 % à estimer que la mobilisation politique reste trop faible dans le domaine. Quant aux raisons qui expliquent ce déficit de mobilisation, elles

13. <https://www.laquadrature.net/> (consulté le 10/12/2021).

14. <https://fr.statista.com/statistiques/1132111/part-de-syndiques-par-sexe-secteur-priv-france/> (consulté le 10/12/2021).

révèlent le sentiment unanimement partagé d'un monde professionnel trop peu concerné par les questions politiques, sur deux plans notamment. On retrouve d'abord une critique très dure du fort individualisme dans le milieu : les répondants au questionnaire estiment que les travailleurs de la tech sont relativement privilégiés, échappent aux crises économiques et de ce fait, se sentent peu concernés par les questions sociales. Quelques verbatim issus des questions en champ libre illustrent ce sentiment :

« De mon point de vue, le monde de la tech est largement privilégié et n'a pas particulièrement besoin de se mobiliser. » Ou encore « À cause du confort de notre métier (service, bien payé) les gens ne se sentent pas concernés/impactés par les problèmes de la société. » Et enfin « Quand ça se passe mal dans une entreprise, il est plus intéressant de la quitter pour une meilleure que de chercher à améliorer les choses en interne, on ne cherche pas à changer sa boîte, on change de boîte. »

Au-delà de la critique de l'individualisme, certains répondants affirment que si les travailleurs du milieu se mobilisent peu, c'est parce qu'ils sont pleinement acteurs du système économique auquel ils contribuent et seraient globalement positionnés à droite sur l'échiquier politique : « *Il existe aussi, je pense, une grosse partie du marché monde tech qui se considère comme de droite, très à droite même. Pas une population qui a donc l'esprit de combattre pour la justice sociale.* »

Le déficit de culture militante est également pointé par les répondants pour expliquer le manque de mobilisation. Celui-ci s'expliquerait selon eux par un manque de volonté, un refus de prendre des risques, voire une forme d'aveuglement assumé, combiné à un rejet des formes d'organisation classiques de type syndical, jugées passéistes : « *La culture revendicative n'est pas très ancrée dans la profession, peu de personnes se préoccupent de l'impact indirect que leur travail a sur la société.* » Ou encore « *Parce que c'est plus facile de rester derrière son clavier que d'aller prendre des coups de tonfa.* » Et enfin « *La culture syndicale et l'image qu'il en a, est souvent perçue comme un reliquat d'un combat passé, appartenant au XX^e siècle et donc ne pouvant être en adéquation à la méthodologie et aux modes de revendications qu'il pourrait attendre.* »

Enfin, des facteurs structurels sont également avancés, liés notamment au statut même d'indépendant, à leur absence de rattachement à des structures professionnelles traditionnelles et l'éclatement géographique de la main-d'œuvre chez différents clients, notamment dans les ESN : « *Enfin : souvent des ESN,*

les salariés sont dispatchés en clientèle, sans ou avec peu de lien avec leurs collègues de la même entreprise. L'information circule donc très mal. En ajoutant des forts taux de turnover... »

Une communauté qui se construit au-delà des divergences idéologiques

Malgré la relative proximité sociologique des profils qui composent la communauté « Onestla.tech », ses membres ne partagent nécessairement les mêmes visions du monde. Alors que celui-ci a fait le choix de se constituer en association en fin d'année 2020, les discussions y demeurent nombreuses, et portent tant sur la forme du mouvement (les modes d'action), que sur le fond (la ligne politique). Notre questionnaire confirme cette analyse et rend compte de la diversité des positionnements. Ainsi, si certains sujets, à l'image de la remise en cause du modèle technologique dominant (40 %), du fait de pouvoir s'organiser dans la profession (37 %), ou l'engagement contre la réforme des retraites (18 %), semblent consensuels les répondants à notre questionnaire relèvent des divergences internes, et ce sur plusieurs fronts. « *On est sans doute tous d'accord sur le cœur, l'automatisation qui doit être au service de l'homme et permettre un autre modèle de société /travail /retraite. Mais sur tous les autres sujets tech ou non, il a sans doute autant d'avis que de personne*¹⁵. »

Le positionnement à gauche sur l'échiquier politique, non assumé ouvertement par le collectif et à rebours du portrait-robot du travailleur de la tech dressé par les membres du collectif eux-mêmes, est un premier sujet de débat. Le fait de devenir ou non un syndicat, qui pour beaucoup reste l'aboutissement nécessaire du mouvement, en est un autre. Ainsi, ce qui clive, écrit un répondant, ce sont « *les débats "classiques" de la gauche sur la pureté militante et la sociale démocratie vs les "radicaux"* ». D'autres pointent un manque de cohérence du collectif qui semble jouer sur plusieurs plans politiquement contradictoires : « *Le collectif a à la fois proposé de lutter en entreprises, et de proposer des "labels de qualité" aux entreprises "vertueuses". Cette dichotomie se retrouve aussi dans la charte, ou un des points pour contrer le "capitalisme sauvage" est d'"abolir le capitalisme". Si le collectif assume de combattre le capitalisme, il bute souvent sur des tentatives de synthèse entre*

15. Contribution proposée en champ libre dans notre questionnaire à la question : « Pour vous, quels sont les principaux sujets susceptibles de susciter des désaccords dans la communauté ? ».

le réformisme et le révolutionnaire. » Puis viennent les questions relatives au positionnement technocritique du collectif (la 5G cristallisant cet aspect), ou encore au sujet de race, de genre et d'écriture inclusive, qui sont désignés comme importants, à la fois comme des combats à mener ou des pièges à éviter. « *Un certain militantisme extrémiste des causes féministes, lgbt, anti-racistes, etc.* » Ou encore « *Le manque de profils différents ; le sexisme. Le racisme a de beaux jours devant lui dans la tech ; de là découle une bonne partie des problématiques.* »

Ces divergences sont également visibles lorsque l'on interroge les répondants sur l'issue souhaitée du mouvement. Si beaucoup parmi eux se retrouvent sur la nécessité de favoriser les formes d'organisation du travail coopératives, de réguler d'une manière ou d'une autre « la tech » ou de mieux faire porter la voix des travailleurs du milieu dans le débat public, la question de savoir à quoi devrait servir un tel mouvement *en définitive* dévoile des postures fortement contrastées. Nous retrouvons ainsi une multitude de commentaires anti-capitalistes : « *La fin du capitalisme, ou tout du moins, la suppression de la concentration des outils technologiques au bénéfice des classes dominantes, et la démocratisation de ces outils* », et « *révolution sociale et libertaire* » ou encore « *La mise en commun des moyens de production, bien entendu* » qui côtoient des appels à se syndiquer, à améliorer ou à « *faire sauter la convention syntec* », et même à saboter les data-centers et les câbles sous-marins... Malgré une évidente part d'humour et de dérision dans ces messages, leur nombre dénote un certain état d'esprit que contrebalancent d'autres messages plus mesurés, appelant parfois à enrôler les entreprises de la tech : « *La reprise des idées dans un programme politique de certains partis une tribune plus grande dans la presse l'adoption et le soutien de "gros poissons" de la tech* », ou encore à positionner le collectif comme un groupe de sachants au service du public : « *Devenir un collectif d'experts référents aux yeux du public dans les débats sur les sujets tech.* »

LA « MOBILISATION PAR PROJET » COMME MODE D'EXISTENCE DU COLLECTIF

Toutefois, force est de constater que les membres s'accommodent de ces divergences et s'auto-organisent grâce à différents outils et méthodes de travail qui, à défaut de clarifier les désaccords, leur permettent de coordonner leurs actions suivant des codes et des pratiques professionnelles préexistantes. On retrouve ici la pratique – très commune chez les développeurs – du

« consensus approximatif » qui consiste à agir collectivement jusqu'à ce qu'une divergence émerge. À ce moment, le projet se sépare, « *fork* » et chacun continue d'avancer dans la direction qui lui convient (Musiani et Schafer, 2011). Dans le cas de « Onestla.tech », le groupe d'animateurs – constitué par les fondateurs et quelques membres très actifs – a donc tendance à encourager la pluralité des discussions afin d'éviter les conflits interpersonnels et de permettre à chacun d'apporter une contribution au collectif. Cette approche ouverte de la dynamique de groupe est, de fait, très inclusive, mais n'encourage pas la prise de décisions ou l'adoption de positions tranchées et clivantes.

Ancrés dans la culture du numérique, les membres de « Onestla.tech » forment une communauté de pratiques qui partage tout un répertoire d'action basé sur la capacité à intégrer la contribution individuelle dans une dynamique collective grâce à un ensemble de méthodes agiles, basées sur la réalisation de projets et de tâches précises. Cette approche « par projet » est largement mise en avant par les répondants : « *C'est une des formes d'engagement la plus "pratique" pour moi : à travers des outils que je connais, sans avoir à être "présent" physiquement*¹⁶. » La réalisation rapide du site en témoigne, tout comme la mise à disposition d'un équipement prêt à l'emploi et destiné à occuper l'espace numérique ou physique. Dans la section « Ressources » du site, on retrouve ainsi en libre accès des pancartes, bannières, logos, émoticônes et même des tracts prêts à être affichés sur des sites ou directement imprimés. Ainsi, « Onestla.tech » peut être assimilé à un « *side project* » auquel les travailleurs de la tech sont disposés à dédier une partie de leur temps personnel, comme ils le font déjà pour d'autres projets de développement. Ces activités supplémentaires sont menées de la même manière que les pratiques professionnelles régulières, « par projet », suivant des méthodes collaboratives, horizontales et rationalisées, ce que nous expliquait également l'enquêté 2 en entretien :

« Il y a eu pas mal de personnes soit travaillant dans des coopératives, ou indépendants ou chefs d'entreprise qui décident de se dégager une ou deux semaines, certains ont même fait un mois, un mois et demi, parce que certains ont les économies pour se permettre de le faire qu'ils peuvent travailler en dehors des moments où on se réunit, ils sont freelances, donc ils n'ont pas de lien de subordination comme les salariés... Il y a beaucoup de gens qui sont indépendants, ou statuts similaires, qui ont une grosse liberté sur comment

16. Contribution proposée en champ libre dans notre questionnaire à la question « Qu'est-ce qui motive cet engagement ? ».

s'organiser, qui ont décidé de s'investir dans le mouvement pour créer le site internet, organiser les réunions, faire les visuels. Et ça je pense que ça aurait été beaucoup plus difficile avec une sociologie un petit peu différente. »

Ainsi, 74 % des répondants déclarent avoir une heure par semaine pour le collectif, et 24 % deux heures ou plus. 20 % d'entre eux déclarent participer fréquemment ou occasionnellement à des conversations sur le serveur Discord, qui compte environ 700 membres, et structure les échanges sur plusieurs niveaux, et notamment par villes. Ce mode de mobilisation « par projet » correspond également aux pratiques professionnelles préexistantes dans les métiers de la tech, en cela qu'il permet un fonctionnement itératif et le découpage fonctionnel et temporel des tâches, dans l'esprit des modes d'organisation agiles, comme l'explique l'enquêtée 1 :

« Depuis la rentrée, on fonctionne – même si ce n'est pas dit comme ça – de façon hyperagile. C'est du Sprint, chacun prend ses responsabilités, chacun a ses petits projets, on fait des rétros¹⁷ et des réunions à la fin des sprints de 10 jours (on appelle ça des décades). L'idée est de se dire chacun part sur des projets un peu différents car on n'aura pas tous le temps d'être partout, et on fait des récaps sur où on en est et comment ça avance tous les 10 jours. »

Lors de nos observations en ligne, nous avons pu mieux comprendre la construction de la « mobilisation par projet ». Lors de la réunion du 18 février sur le *Discord* du collectif où sont présents une vingtaine de participants, l'ordre du jour – plus ou moins respecté – propose de discuter de la rédaction des statuts de l'association en construction, du code de conduite à adopter et des relations du collectif avec la presse. L'enquêtée 2 assure l'animation de la réunion. L'ambiance est amicale, les participants, dont certains se connaissent bien, ne se coupent pas la parole, et ponctuent leurs interventions d'un « j'ai dit »¹⁸, laissant à d'autres la possibilité de s'exprimer. Au-delà des points prévus, de nombreuses interventions sont centrées sur les débats du moment : Loi Sécurité globale, 5G... Sur ces sujets et lors de cette séance, les avis sont plutôt consensuels, ce qui n'empêche pas quelques désaccords sur la pertinence

17. La « rétro » (ou rétrospective) est la cérémonie qui clôt chaque sprint en méthode agile. Lors de cette réunion, l'équipe échange sur les difficultés rencontrées, dans l'objectif de s'améliorer. C'est aussi une occasion d'aborder les relations entre les membres de l'équipe.

18. Une pratique proposée par l'un des membres de « Onestla.tech », issue des modes de gouvernance sociocratiques en entreprise.

des arguments des uns et des autres. Plusieurs références (articles, rapports) sont échangées.

Les modalités d'action font néanmoins toujours débat. Parmi les questions qui se posent : le collectif a-t-il vocation à s'exprimer sur tous les sujets ? Faut-il interpellier les élus, par exemple sur la 5G, ou bien se pencher sur les programmes régionaux ? Deux personnes échangent à plusieurs reprises à propos du rôle de « Onestla.tech ». Pour le premier, il s'agit avant tout d'apporter au public de l'information afin qu'il puisse se faire sa propre opinion. Pour l'autre, l'apport d'information n'est pas un acte de positionnement politique : « Onestla.tech » doit poursuivre sur une ligne plus tranchée, celle qui a permis son apparition en premier lieu. Sur le fond, la séance ne permettra pas d'arbitrer entre ces différentes options qui finiront écrites sous forme de questions dans le compte rendu. Un point finit tout de même par faire consensus : les participants sont favorables au fait de monter un forum pour parler « de politique autour de la tech ». Cette proposition d'initiative illustre selon nous ces modes d'action pragmatiques qui caractérisent la « mobilisation par projet » où chacun peut exprimer ce qu'il souhaite faire et ouvrir de nouveaux chantiers. Le collectif évite de juger ces propositions et tente plutôt de leur donner un débouché constructif, allant dans le sens de la volonté globale.

À la rentrée de septembre 2020, « Onestla.tech » a bénéficié d'un certain élan : des chantiers sont relancés, des réunions ont eu lieu qui semblaient ouvrir une nouvelle dynamique. En octobre 2021, nous avons réalisé deux nouveaux entretiens. Nous avons repris contact avec l'enquêtée 1 qui nous a également mis en relation avec l'enquêté 4 qui a rejoint récemment le collectif. Jeune, développeur, il a un parcours militant étoffé qui l'a amené à participer à la communication numérique d'une campagne électorale pour une liste de gauche. Nous les avons tous les deux interrogés sur l'actualité du mouvement. D'abord, « Onestla.tech » ne semble pas s'être particulièrement ouvert vers l'extérieur et aucun contact n'a été pris avec des syndicats ou d'autres acteurs du secteur. Plusieurs projets n'ont pas abouti, à l'image d'un happening pour dénoncer les dérives de la surveillance en période Covid qui a avorté. Au-delà de l'animation d'un compte Twitter¹⁹, les réunions sur Discords paraissent s'être également espacées. D'après nos échanges, l'activité principale est désormais l'organisation de rencontres – le soir ou sur le temps du déjeuner – pour échanger sur un sujet préparé par un membre. Ce

19. Le compte Twitter du collectif a publié près de 2 900 messages depuis sa création. Depuis septembre 2021, il publie environ 5 messages par semaine.

type de rencontres très présentes dans la culture du numérique, à l'image des réunions « meetups » permettent de partager une expertise sur un temps court à destination de la communauté. Plusieurs « formations » ont ainsi été organisées. Les enquêtés nous ont donné deux exemples, à savoir une première formation sur les méthodes de la sociocratie (forme de gouvernance horizontale répandue dans les organisations de type coopérative), une autre sur les mouvements hackeurs à Taiwan. Cette activité plutôt réduite est justifiée par les deux enquêtés comme le fruit d'une stratégie « opportuniste », où le collectif rebondit sur des demandes ponctuelles de membres en attendant de pouvoir organiser plus d'événements en présentiel avec l'allègement des restrictions sanitaires.

CONCLUSION

Sous l'impulsion d'un petit groupe d'acteurs qui souhaitent partager leur malaise face à l'absence de mobilisation collective dans le monde des travailleurs du numérique sur les sujets sociétaux, le collectif « Onestla.tech » a réussi à fédérer largement. Le mouvement contre la réforme des retraites de l'hiver 2019 a servi de déclencheur pour mettre des mots sur le trouble ressenti et lancer une dynamique collective. Le texte produit se démarque radicalement du modèle de l'économie du numérique incarné par la « startup nation » qui valorise la réussite et l'innovation technologique, sans véritablement questionner les implications politiques de ce modèle où les start-up constituent la référence absolue de l'organisation du travail, jusque dans l'action publique. L'individu est mis en avant, comme capable de choix rationnels pour atteindre la réussite tant attendue. L'appel produit par le collectif invite, au contraire, à une prise de conscience du poids politique des travailleurs lorsqu'ils se réunissent et s'organisent autour de combats communs. Le nom du collectif qui reprend l'un des slogans des gilets jaunes « on est là » rend compte de la dynamique collective à l'œuvre, de la volonté de se rendre visible comme un groupe professionnel différent du modèle dominant de la « startup nation » susceptible de s'affirmer pour peser sur la trajectoire sociale des innovations produites.

La mobilisation est fulgurante. En quelques jours, des centaines puis des milliers de personnes signent l'appel et participent au lancement du collectif. Certains sont connus dans le milieu des développeurs, mais la majorité représentent ce que nous avons appelé « les travailleurs du milieu », indépendants ou salariés, diplômés, exerçant pour leur majorité des fonctions

techniques dans les structures qu'ils occupent, ils sont globalement politisés et sensibles aux incohérences entre le confort de leurs statuts et les valeurs sociétales incarnées par le secteur. « Onestla.tech » leur offre l'opportunité de problématiser les dissonances cognitives ressenties sur le sujet et leur permet – peut-être d'abord et avant tout – de ne plus se sentir seuls et de rencontrer des personnes partageant les mêmes problématiques. Le cadrage très large du texte permet de dénoncer « le numérique et son monde » et de rassembler des sensibilités politiques et idéologiques différentes autour d'un récit inclusif. À l'image d'autres mouvements sociaux contemporains fortement influencés par la culture du numérique, les modes d'action en ligne constituent un dénominateur commun pour les acteurs impliqués (Tufekci, 2019). Nous avons parlé de « mobilisation par projet » pour décrire ce phénomène. Ici, les travailleurs du milieu reproduisent les modes de faire issus de leurs pratiques professionnelles : l'action est découpée en projet, animée grâce à des méthodes inspirées de l'agile et prend la forme d'une multitude de tâches qui permettent une implication dans la mobilisation à la hauteur du temps que chacun veut bien y consacrer. Cette organisation permet à « Onestla.tech » de se doter rapidement d'outils de communication, d'un site web...

Pourtant, le fait que le mouvement ne débouche pas sur une organisation politique plus aboutie pourrait signaler une forme de « paralysie tactique » (Tufekci, 2019). Après un premier souffle puissant caractéristique des mobilisations en ligne (croissance rapide, effet de réseau important) où sont réalisés la plupart des éléments graphiques (sites, pictogrammes, bannières) ayant poussé quelques signataires dans la rue, l'absence d'objectif clairement défini freine la dynamique générale du mouvement. Au-delà des discours et des intentions, le mouvement n'a pour le moment pas été capable d'élargir ses bases et de créer des alliances ou même de faire connaître son action au-delà des premiers concernés. De fait, les participants semblent se satisfaire d'une visibilité et d'une influence limitées, suffisantes pour rassembler et construire l'identité collective d'une catégorie spécifique de travailleurs du numérique bien insérés socialement mais critique du fonctionnement général du système. Ces derniers ont beaucoup à perdre dans une action plus radicale et critique à l'encontre des institutions du secteur qui sont largement leurs employeurs ou leurs clients. À l'instar de nombreux autres mouvements, d'Occupy Wall Street aux marches pour le climat, l'avenir d'« Onestla.tech » semble corrélé à sa capacité à organiser les travailleurs du numérique vers des objectifs atteignables et la mise en place d'un nouveau rapport de force. La route vers un « autre numérique » semble encore longue.

 RÉFÉRENCES

- ABDELNOUR S., BERNARD S. (2019), « Communauté professionnelle et destin commun. Les ressorts contrastés de la mobilisation collective des chauffeurs de VTC », *Terrains et travaux*, n° 34, p. 91-114.
- AKRICH M., MEADEL C. (2009), « Les échanges entre patients sur l'Internet », *La Presse médicale*, n° 38, p. 1484-1493.
- ALLARD L., VANDENBERGHE F. (2003), « Express yourself! Les pages perso. Entre légitimation technopolitique de l'individualisme expressif et authenticité réflexive peer to peer », *Réseaux*, n° 117, p. 191-219.
- BELLON A. (2014), « S'engager pour Internet. La mobilisation en ligne de la communauté informatique », *Politiques de communication*, vol. 3, n° 2, p. 151-175.
- BEUSCART J.-S., FLICHY P. (2018), « Plateformes numériques », *Réseaux*, n° 212, p. 9-22.
- BOUTÉ E., MABI C. (2021 à paraître), « Le code fait-il vraiment la loi ? Analyse de la participation politique sur la plateforme Github », *Recherches en Communication*.
- CARBOU G. (2015), « Des contre-discours aux contre-mondes : l'exemple des commentaires d'internautes autour de l'accident de Fukushima », *Semen*, n° 39, [en ligne] disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/semen/10478> (consulté le 10/12/2021).
- CARDON D. (2019), *Culture numérique*, Paris, Presses de Science Po.
- CASILLI A. (2019), *En attendant les robots*, Paris, Seuil.
- CEFAÏ D. (2016), « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, vol. 30, n° 2, p. 25-64.
- DEMAZIÈRE D., HORN F., ZUNE M. (2009), « La socialisation dans les "communautés" de développement de logiciels libres », *Sociologie et sociétés*, vol. 41, n° 1, p. 217-238.
- DEWEY J. (2010) [1927], *Le Public et ses problèmes*, trad. de l'américain par J. ZASK, Paris, Gallimard.
- HASSENTEUFEL P. (1991), « Pratiques représentatives et construction identitaire. Une approche des coordinations », *Revue française de science politique*, vol. 41, n° 1, p. 5-27.
- LAÏNAE J., ALEP N. (2020), *Contre l'alternumerisme : pourquoi nous ne vous proposerons pas d'« écogestes numériques » ni de solutions pour une « démocratie numérique »*, Paris, Hobos Diffusion.

LAURENT B., (2010) *Les politiques des nanotechnologies. Pour un traitement démocratique d'une science émergente*, Paris, Charles Léopold-Mayer.

LEJEUNE G. (2018), « Les chauffeurs de taxi face à Uber. Une mise à l'épreuve économique et politique », *Politix*, vol. 122, n° 2, p. 107-130.

MABI C. (2021), « La “civic tech” et la “démocratie numérique” pour “ouvrir” la démocratie ? », *Réseaux*, n° 225, p. 215-248.

MEDA D. (2019), « Trois scénarios pour l'avenir du travail », *Revue internationale du travail*, vol. 158, n° 4, p. 689-716.

MONNOYER-SMITH L. (2011), « La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques ? », *Participations*, vol. 1, n° 1, p. 156-185.

MOROZOV E. (2013), *To Save Everything Click Here*, New York, PublicAffairs.

MUSIANI F., SCHAFER V. (2011), « Le modèle Internet en question (années 1970-2010) », *Flux*, n° 85-86, p. 62-71.

SENIOR D., SINGER S., (2009), *The Startup Nation: the Story of Israel's Economic Miracle*, Paris-New York, Twelve.

TUFEKCI Z. (2019), *Twitter et les gaz lacrymogènes. Forces et fragilités de la contestation connectée*, Caen, C&F Éditions.

TURNER F. (2012), *Aux sources de l'utopie numérique. De la contre-culture à la cyberculture, Stewart Brand un homme d'influence*, trad. de l'anglais par Laurent Vannini, Caen, C&F Éditions, 432 p.

WEISS-BLATT N. (2021), *Tech Lash and tech crisis communication*, Emerald Publishing Limited Bingley.

ZUBOFF S. (2019), *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, New York, PublicAffairs.